

Cote du document: EB 2017/LOT/G.12
Date: 17 novembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Confédération des organisations de producteurs familiaux du MERCOSUR élargi (COPROFAM) en faveur du programme de concertation sur les politiques de transformation rurale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Paolo Silveri
Économiste régional
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2409
courriel: p.silveri@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 24.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Confédération des organisations de producteurs familiaux du MERCOSUR élargi (COPROFAM) en faveur du programme de concertation sur les politiques de transformation rurale

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Depuis 2015, le contexte régional a connu de grands changements dus aux facteurs suivants: i) des crises gouvernementales dans certains pays participants et la réorientation des politiques économiques et de développement; ii) l'aggravation de la situation financière due à l'accroissement des dettes nationales; iii) des déficits et des restrictions budgétaires; iv) une dégradation des termes de l'échange (suite à la baisse des prix des produits agroalimentaires). Ces changements ont eu des répercussions sur les ressources allouées aux politiques visant l'agriculture familiale.
2. Dans les pays participants au programme (Argentine, État plurinational de Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou et Uruguay) le taux de pauvreté rurale (46,5%) est près du double de celui de la pauvreté urbaine (23,8%). Les quelque neuf millions d'agriculteurs familiaux représentent le cinquième de la population rurale totale, et près de la moitié d'entre eux sont affiliés aux organisations membres de la Confédération des organisations de producteurs familiaux du MERCOSUR élargi (COPROFAM).
3. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons (2015)¹, car: i) il contribuera à l'élaboration des cadres réglementaires promouvant et protégeant les agriculteurs familiaux; ii) il renforcera les capacités de participation aux processus politiques de la COPROFAM et des organisations qui lui sont affiliées; iii) il élargira l'accès du secteur de l'agriculture familiale aux marchés et son inclusion dans les projets en cours du FIDA. L'égalité des sexes, les jeunes, les peuples autochtones et les perspectives environnementales figureront obligatoirement dans l'analyse des politiques relatives à l'agriculture familiale et dans la formation consécutive qui sera offerte aux dirigeants de ces organisations.
4. La politique du FIDA en matière de dons prévoit des exceptions à la sélection par mise en concurrence des bénéficiaires de dons pour les organisations régionales de producteurs agricoles et ruraux qui ont un mandat de représentation unique en leur genre. La COPROFAM, bénéficiaire du présent don, est l'un des partenaires stratégiques du FIDA dans la région. En effet: i) c'est la plus grande organisation représentative des producteurs familiaux en Amérique latine et la seule confédération aussi vaste des producteurs familiaux du Marché commun du Sud (MERCOSUR); ii) c'est une partie prenante essentielle à la création et au fonctionnement de la commission du MERCOSUR sur l'agriculture familiale; et

¹ Voir document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

iii) elle est membre du Comité de pilotage du Forum paysan promu par le FIDA. En conséquence, c'est l'un des principaux interlocuteurs des fonctionnaires gouvernementaux responsables des questions d'agriculture familiale au niveau régional.

5. Le programme est aligné sur le Plan à moyen terme 2016-2018 du FIDA et sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Ainsi: i) il vise à développer la participation des organisations de producteurs familiaux à l'identification et à la formulation des politiques aux niveaux national et régional; ii) il est axé sur l'analyse et l'élaboration de politiques relatives à l'agriculture familiale tenant compte de l'égalité des sexes; iii) il prend acte de la nécessité de produire des savoirs et de les partager entre les acteurs de l'agriculture familiale.

II. Le programme proposé

6. Le but général du programme est d'améliorer la capacité de la COPROFAM et des organisations qui lui sont affiliées d'influer sur la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques relatives à l'agriculture familiale et de lier ces organisations aux projets du FIDA. Ses objectifs sont d'accroître i) l'impact de la participation de la COPROFAM aux instances politiques aux niveaux régional et international; ii) la participation aux politiques des organisations affiliées à la COPROFAM, aux niveaux national et infranational; iii) le savoir des organisations sur l'égalité des sexes, les jeunes et les points de vue autochtones en lien avec les politiques concernant l'agriculture familiale; et iv) la participation des organisations affiliées à la COPROFAM aux projets visant à renforcer leur insertion dans les marchés privés et dans les adjudications publiques.
7. La zone du programme coïncidera avec le MERCOSUR élargi, comprenant ainsi l'Argentine, l'État plurinational de Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Le groupe cible direct sera composé de 500 dirigeants de la COPROFAM et des organisations qui lui sont affiliées, tandis que certaines activités liées au partage de l'information toucheront 15 000 agriculteurs familiaux. Le groupe des bénéficiaires indirects comprend plus de quatre millions d'agriculteurs familiaux affiliés aux organisations membres de la COPROFAM. Étant donné que la moitié des adhérents à la COPROFAM sont des femmes, le programme vise à toucher les femmes et les hommes sur un pied d'égalité.
8. L'exécution du programme s'étendra sur une période de quatre ans et s'articulera autour des composantes suivantes: i) élaboration de propositions relatives aux politiques publiques; ii) gestion des savoirs et coopération Sud-Sud; iii) intégration concurrentielle dans des marchés différenciés; iv) coordination technique pour l'exécution et l'administration.
9. Les composantes 1 et 2 sont très étroitement liées, la composante 1 comportant des éléments qui serviront à la mise au point d'une partie des activités de la composante 2 (produits techniques, ateliers, identification des zones d'intérêt et questions relatives à l'échange et à la diffusion des activités prévues à la composante 2). La composante 3 est spécifiquement axée sur le soutien à l'insertion concurrentielle de l'agriculture familiale dans les marchés, ce qui rapprochera les organisations de la COPROFAM des projets de développement (en particulier ceux du FIDA). Elle renforcera aussi l'espace de concertation sur les politiques publiques relatives à l'agriculture familiale dans les pays ciblés, permettant ainsi la circulation des savoirs et des expériences des politiques vers les projets et vice-versa, ce à quoi la COPROFAM attache une grande importance.

III. Effets directs/produits escomptés

10. On attend de ce programme les effets directs suivants: i) une meilleure connaissance de la part de la COPROFAM des politiques antérieures et en cours visant l'agriculture familiale dans chaque pays, qui favorisera l'élaboration de

propositions innovantes et la participation aux plateformes de concertation; ii) un accroissement de la capacité des organisations affiliées à la COPROFAM, de participer activement à l'élaboration ou à l'amélioration des politiques nationales visant les agriculteurs familiaux; iii) un renforcement des compétences des organisations affiliées à la COPROFAM en matière de gestion, afin de leur faciliter la négociation d'accords commerciaux avec les entreprises des secteurs tant privé que public; iv) le renforcement des compétences techniques et financières de la COPROFAM, en vue d'améliorer le réseautage et la coopération entre les organisations affiliées.

11. Le programme a identifié des liens potentiels avec diverses initiatives soutenues par le FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes en matière de gestion des savoirs et de coopération Sud-Sud (par exemple, le Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales, le Programme de gestion des savoirs dans le nord-est semi-aride du Brésil, les groupes de concertation rurale promus par le Centre latino-américain de développement rural et le projet du FIDA avec le Forum rural mondial intitulé Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale). De même, il envisage des liens avec les projets de développement de l'agriculture familiale en cours d'exécution dans tous les pays où la COPROFAM est implantée, afin d'aider ses membres à accéder à des politiques et investissements favorables, et à nouer des liens avec le secteur privé dans des chaînes de valeur de produits différenciés ou avec les institutions chargées des achats publics auprès des agriculteurs familiaux. Les liens avec d'autres initiatives du FIDA aideront la COPROFAM et les organisations qui lui sont affiliées à entreprendre des activités de partage des savoirs qui pourront se poursuivre après l'achèvement du programme sur la base d'un autofinancement ou par recours à d'autres sources de financement disponibles dans la région.

IV. Modalités d'exécution

12. Le bénéficiaire du présent programme de don est la COPROFAM. Le Centro Latinoamericano de Economía Humana (CLAEH) sera chargé d'administrer le don. Ses attributions et obligations seront énoncées dans un accord d'administration et de prestation de services spécifiques. Cet accord sera signé par le CLAEH et la COPROFAM, sous réserve de la « non objection » préalable du FIDA. L'accord entre le CLAEH et la COPROFAM vise à renforcer les capacités stratégiques des organisations au-delà de la durée de vie du programme par le jeu des trois mécanismes suivants: i) la motivation des parties à poursuivre l'exécution de l'accord lorsque les résultats attendus seront atteints, mesurés et diffusés; ii) la participation d'autres organisations (donateurs, partenaires, etc.) aux côtés du CLAEH; et iii) l'accroissement des contributions financières des organisations membres et des autres donateurs de la COPROFAM (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Action Aid, Oxfam, par exemple) sur la base des résultats obtenus.
13. La gouvernance du programme sera assurée par un comité de pilotage, une unité régionale de coordination (URC) et une unité administrative. Le comité de pilotage se réunira au moins deux fois par an. Il pourra aussi être convoqué en séance extraordinaire par l'un quelconque de ses membres ou par tout membre de l'URC. Le comité pourvoira chaque année à l'approbation du plan de travail et budget annuel (PTBA), qui établira les priorités de l'URC.
14. Le programme bénéficiera du soutien du Groupe d'appui et de discussion créé en 2000 par le programme FIDA-MERCOSUR et composé d'acteurs influents de la société, de chercheurs de haut niveau et de fonctionnaires.
15. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Les trois documents de base suivants seront établis et communiqués au FIDA: i) le PTBA; ii) un rapport de situation biennal; iii) un rapport de progression et un examen budgétaire annuels

16. Le PTBA établira le budget et le calendrier des activités prévues. À la fin du premier semestre de chaque année, l'URC rédigera un rapport exposant en détail les activités exécutées et les résultats directs et indirects obtenus.
17. À la fin de chaque année, l'URC présentera un rapport sur les activités achevées durant l'année, les résultats directs et indirects obtenus, et les dépenses effectivement exposées pour chacune d'entre elles (comparées à celles qui étaient budgétées et expliquant les écarts constatés, le cas échéant, entre ce qui était prévu et ce qui a été réalisé).
18. En ce qui concerne la planification, le suivi-évaluation, et l'apprentissage et la gestion des savoirs, les informations pertinentes seront recueillies par les moyens suivants: i) publication des documents; ii) rapports de formation; iii) rapports des débats et événements d'échange; iv) enquête prévue sur les expériences réussies de développement d'entreprises; v) politiques différenciées relatives à l'agriculture familiale existant dans chaque pays, champ d'application et évolution de leur budget; vi) accès aux projets du FIDA des organisations affiliées à la COPROFAM, et vii) accords commerciaux des organisations affiliées à la COPROFAM avec des partenaires privés sur les marchés de produits différenciés ou des organismes étatiques chargés des marchés publics.
19. Les sources d'information seront les données recueillies: i) par l'URC; ii) par les organisations affiliées à la COPROFAM; iii) par les services consultatifs prévus à la composante 1; iv) par l'enquête annuelle de l'URC aux fins d'une analyse qualitative à l'intention du conseil de la COPROFAM sur les changements apportés aux politiques différenciées concernant l'agriculture familiale.
20. Les informations pertinentes seront partagées par la voie des bulletins de la COPROFAM, qui seront disponibles sur le site web ou édités le cas échéant.
21. L'URC réalisera une enquête annuelle sur le groupe cible et les autres parties prenantes afin de recueillir des informations: i) sur le niveau de satisfaction concernant les activités du programme; ii) sur le niveau des connaissances produites par le programme; et iii) sur l'évaluation par les dirigeants des organisations affiliées à la COPROFAM des résultats obtenus par le programme.
22. Le CLAEH sera responsable de la présentation des rapports financiers et des audits.

V. Coût et financement indicatifs du programme

23. Le coût total du programme s'élève à 2 671 000 USD, dont 2 150 000 USD à la charge du FIDA, et 521 000 USD à celle des cofinanciers: COPROFAM, CLAEH et autres.

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>COPROFAM, CLAEH, divers</i>	<i>Total</i>
1. Élaboration de propositions relatives aux politiques publiques	655	243	898
2. Gestion des savoirs et coopération Sud-Sud	664	142	806
3. Intégration concurrentielle dans des marchés différenciés	245	100	345
4. Coordination technique pour l'exécution et l'administration	586	36	622
Total	2 150	521	2 671

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>COPROFAM, CLAEH, divers</i>	<i>Total</i>
1. Services consultatifs	395	20	415
2. Ateliers et réunions	697	258	955
3. Frais généraux/dépenses de gestion	227	-	227
4. Traitements et indemnités	527	106	633
5. Gestion du programme	157	-	157
6. Dépenses de fonctionnement	35	-	35
7. Matériel et fournitures	112	137	249
Total	2 150	521	2 671

VI. Recommandation

24. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de concertation sur les politiques de transformation rurale, accordera à la Confédération des organisations de producteurs familiaux du MERCOSUR élargi (COPROFAM), un don de deux millions cent cinquante mille dollars des États-Unis (2 150 000 USD) pour une durée de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Cadre logique axé sur les résultats

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To improve the capacity of COPROFAM and its affiliated organizations to influence the formulation and implementation of public policies tailored to family farming, and to link the organizations affiliated with COPROFAM to IFAD projects and private markets.	<p>% increase in differentiated public policies for family farming.</p> <p>% increase in outreach of family farmers on the current policies.</p> <p>% increase in budget allocated to the implementation of family farming public policies.</p>	<p>Programme M&E System.</p> <p>National budgets of involved countries.</p> <p>Quantity of FF assets in each country's Family Farming.</p> <p>National Registries, and REAF's (mandatory) report to MERCOSUR authorities.</p>	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Increase the impact of COPROFAM's influence in regional and international policy fora. 2. Enhance the participation of organizations affiliated with COPROFAM at the national and sub-national levels. 3. Enhance the organizations' gender, youth and indigenous perspectives related to FF policies. 4. Increase the participation of COPROFAM's affiliated organizations in projects aiming to enhance their links to markets and government procurements. 	<p>No. of recommendations submitted to the GMC and CMC by REAF on the proposals made by COPROFAM.</p> <p>No. of agreements at the MERCOSUR level on proposals made by COPROFAM.</p> <p>No. of proposals made by organizations affiliated with COPROFAM at the national level.</p> <p>% of proposals with gender, youth or indigenous perspective.</p> <p>No. of new organizations participating in IFAD projects in the region.</p> <p>No. of new family farmers participating in IFAD projects in the region.</p>	<p>Programme M&E System.</p> <p>UCR's Reports.</p> <p>IFAD project information on beneficiary organizations' instruments in each country, in which COPROFAM's affiliates are identified.</p> <p>REAF's Acts.</p> <p>National Chapters' Acts.</p> <p>MERCOSUR Decisions and Resolutions.</p> <p>COPROFAM's newsletter and website.</p> <p>Final evaluation assessment.</p>	<p>Country governments prioritize family farming as a sector that demands differentiated policies.</p> <p>The policy dialogue spaces related to family farming at the regional and national levels are kept active.</p> <p>The government representatives at the dialogue spaces have decision-making capacities.</p> <p>The organizations affiliated with COPROFAM keep their channels for dialogue open to the local and regional authorities.</p>
Outcomes/ Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. A body of knowledge comprised of 20 documents with diagnoses, analyses and differentiated public policies proposals, with a well-defined strategical framework. 2. Over 300 organizational leaders empowered in family farming policies. 3. Organizations affiliated with COPROFAM that have business operations and the potential to utilize IFAD project instruments are identified and trained in associative management/cooperativism/access to markets, with the goal of developing businesses that improve their competitive insertion into markets and/or public procurement. 	<p>No. of presentations by COPROFAM's leaders of proposals in the regional dialogue spaces.</p> <p>No. of presentations by leaders of organizations affiliated with COPROFAM of proposals to the National Sections.</p> <p>No. of organizations affiliated with COPROFAM that join regional projects to develop businesses and improve their access to private markets and/or public procurement.</p>	<p>Programme M&E System</p> <p>RCU's Reports.</p> <p>Technical progress report.</p> <p>IFAD project information on beneficiary organizations' instruments in each country, in which COPROFAM's affiliates are identified.</p> <p>COPROFAM's newsletter and website.</p> <p>Final evaluation assessment.</p>	<p>The proposals made by COPROFAM and its affiliated organizations are well-received by the other organizations representing family farmers</p> <p>The proposals fit within the political priorities of the national and regional authorities.</p> <p>IFAD projects can incorporate the organizations affiliated with COPROFAM.</p>

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
2	<p>Key activities by component</p> <p><i>Component I - Development of public policy proposals</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analysis of current and previous public policies directed at family farming. 2. Development of documents with regional and national public policy proposals. 3. Meetings with the IFAD-MERCOSUR Discussion and Support Group. 4. Participation in REAF. 5. Organization of workshops to develop a regional and international institutional strategy for COPROFAM. 	<p>No. of documents produced with diagnosis of differentiated public policies on each country, their budgets, and family farmers reached.</p> <p>No. of in-depth analyses of policies selected by COPROFAM, with at least five years of implementation.</p> <p>No. of documents with public policy proposals aimed at family farming for each country</p> <p>No. of meetings with the 'Support and Reflection Group'.</p> <p>Extent of COPROFAM's participation at REAF.</p> <p>No. of workshops organized to develop strategy.</p> <p>No. of documents on COPROFAM's institutional strategy.</p>	<p>Programme M&E System.</p> <p>RCU's Reports.</p> <p>Technical progress report</p> <p>COPROFAM's newsletter and website.</p> <p>Final evaluation assessment.</p> <p>Quantity of family farming assets in each country's Family Farming National Registries, and REAF's (mandatory) report to MERCOSUR authorities on the number of beneficiaries of differentiated public policies implemented in each State within the regional bloc.</p>	<p>The organizations affiliated with COPROFAM participate actively in the political dialogue spaces.</p> <p>COPROFAM manages to participate at REAF's regional conference.</p> <p>COPROFAM attracts other LAC family farming trade associations (at least to the PDRR) that are of interest to the Farmers' Forum, to establish common positions that will be presented in their biannual sessions in Rome.</p>
	<p><i>Component II - Knowledge management and South-South Cooperation</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Trainings (two per country) with COPROFAM's organizations leaders (at least 300). 2. Events for the exchange of experiences among at least 70 organizational leaders 3. A coordination/capacity complementing platform is created between COPROFAM and (at least) the Central American and Dominican PDRRs, and it brings regional (LAC) proposals to the Farmers' Forum 4. Presentation website of successful experiences relating to differentiated public policies at REAF and through COPROFAM's website 	<p>No. of trainings organized</p> <p>No. of organizational leaders participating in the trainings</p> <p>No. of events organized for the exchange of experiences</p> <p>No. of organizational leaders participating in the exchange events</p> <p>No. of presentations of successful experiences at REAF and through COPROFAM's website</p> <p>A working partnership is created between COPROFAM and the PDRR (at least; other LAC agencies that are relevant to the Farmers' Forum may also participate) that coordinates general, regional positions to be presented at the Farmers' Forum's biannual sessions in Rome</p>	<p>Complementarity Agreement between COPROFAM and PDRR (at least), to extend work beyond the PDRT's activities, and its positioning in relation to the Farmers' Forum organized by IFAD.</p>	
	<p><i>Component III - Competitive integration in differentiated markets</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Inform organizations of IFAD projects in the region 2. Support organizations' participation in IFAD projects 3. At least 200 organizational leaders are trained on how to gain access to markets and be linked to IFAD's projects. 	<p>No. of newsletters sent with information on IFAD projects to encourage their involvement</p> <p>No. of newsletter recipients</p> <p>No. of exchange meetings with IFAD's CPOs and CPMs</p> <p>No. of organizations supported</p> <p>No. of leaders trained</p>		